

PREMIER MINISTRE

COMMISSION NATIONALE DE LA COOPÉRATION  
DÉCENTRALISÉE

Paris, le 30 mai 2013

*Le Secrétaire général*

N°85/DGM/AECT/MB

**Le ministre des Affaires étrangères**  
**à**  
**Messieurs les Préfets de région,**  
**A Mesdames et Messieurs les Préfets de département (métropole et DOM)**

---

**OBJET :** Circulaire e-APD 2013 : télédéclaration de l'Aide publique au développement (APD) des collectivités territoriales (données financières 2012)

---

**REF. :** Article L. 1115-6 du code général des collectivités territoriales (CGCT)

**RÉSUMÉ :** *la télédéclaration concerne d'une part les montants que les collectivités territoriales ont alloués dans le cadre de projets menés dans des pays en développement ou versés à des associations locales ou des ONG en France ou dans le pays partenaire afin qu'elles gèrent pour leur compte des projets de développement. Elle concerne, d'autre part, les dépenses de service, charges de suivi des actions et les éventuels montants versés par les collectivités territoriales au bénéfice d'organisations internationales multilatérales. La télédéclaration e-APD 2013 porte sur les montants de l'année calendaire 2012.*

## **I. Télédéclaration de l'Aide publique au Développement : e-APD 2013**

### **a. Objectifs**

Dans le cadre de l'enquête sur l'APD menée par la Direction générale du Trésor et de la politique économique au ministère de l'Économie et des Finances et par l'OCDE, il est demandé aux collectivités territoriales et aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), au titre de l'article L. 1115-6 du Code général des collectivités territoriales, de déclarer en ligne les données portant sur leurs versements au titre de l'Aide publique au développement.

Cette télédéclaration concerne d'une part les montants que les collectivités territoriales ont alloués dans le cadre de projets menés dans des pays en développement ou versés à des associations locales ou des ONG en France ou dans le pays partenaire afin qu'elles gèrent pour leur compte des projets de développement. Elle concerne, d'autre part, les dépenses de service, charges de suivi des actions et les éventuels montants versés par les collectivités territoriales au bénéfice d'organisations internationales multilatérales.

La télédéclaration e-APD 2013 porte sur les montants de l'année calendaire 2012.

A cet effet, la Commission nationale de la coopération décentralisée a mis en ligne, comme les années précédentes, une télédéclaration « e-APD 2013 » qui est à remplir par **les conseils régionaux, les conseils généraux, les établissements publics de coopération intercommunale et toutes les communes et métropoles** :

- ayant mené en 2012 des projets de coopération (ou des jumelages) avec les pays concernés par l'Aide publique au développement (liste consultable sur le site France diplomatie),
- ayant affecté en 2012 jusqu'à 1 % de leur budget « eau » à des actions de solidarité internationale et des actions d'aide d'urgence dans le domaine de l'eau et de l'assainissement dans le cadre de la Loi Oudin-Santini,
- ayant versé en 2012 des subventions à des associations locales ou des ONG en France ou dans le pays partenaire afin qu'elles gèrent pour leur compte des projets de développement,
- ayant effectué des versements en 2012 au bénéfice d'organisations internationales multilatérales.

Dans la télédéclaration, il sera demandé aux collectivités territoriales de télédéclarer leurs montants **par pays, par grandes thématiques d'affectation et par secteurs**.

Il est très important pour la France de faire reconnaître dans les instances internationales l'effort accompli en matière d'aide au développement.

Les résultats de cette télédéclaration seront pris en compte par le ministère de l'Economie, et des Finances et par l'OCDE dans le *Rapport annuel sur la coopération pour le développement* dans lequel apparaissent les montants des collectivités. Ces données seront également utilisées par l'ensemble des services de la Direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats (DGM) du ministère des Affaires étrangères. Elles seront donc très largement diffusées et seront intégrées par année dans les fiches des collectivités contenues dans l'Atlas français de la coopération décentralisée.

La télédéclaration est par ailleurs nécessaire pour comptabiliser et valoriser l'effort des collectivités territoriales (et des EPCI) en matière d'aide au développement. A noter que cette télédéclaration est une condition d'octroi d'un cofinancement du MAE pour les appels à projets en 2014.

#### b. Délais

Les données devront être saisies en ligne dans la télédéclaration **à partir du 5 juin et jusqu'au 5 juillet 2013**, délai de rigueur pour être prises en compte par le ministère de l'Economie et des Finances et par l'OCDE.

#### c. Éléments pratiques

La télédéclaration est accessible depuis le portail de la coopération décentralisée sur France Diplomatie à l'adresse [www.diplomatie.gouv.fr/cncd](http://www.diplomatie.gouv.fr/cncd) (rubrique Aide publique au

développement / Télédéclarez vos données financières). **Elle sera ouverte du 5 juin et jusqu'au 5 juillet 2013.**

Afin de déclarer leurs montants, les agents des collectivités territoriales doivent disposer de **codes d'accès**.

- Si les agents ne disposent pas de codes d'accès, ils doivent créer un profil à cette page : <http://www.cncd.fr/frontoffice/ext-profil-creation-01.asp>. Lors de la saisie du formulaire d'inscription, ils choisiront eux-mêmes un identifiant et un mot de passe. Ces codes leur permettront d'accéder à la téléprocédure.
- En cas d'oubli de leurs codes d'accès, les agents les retrouveront directement en ligne à cette page : <http://www.cncd.fr/frontoffice/ext-password-perde.asp>. Ils leurs seront adressés automatiquement par courriel.

Un **guide pratique** est accessible dans le portail de la coopération décentralisée dans la rubrique « Aide publique au développement / Télédéclaration de l'Aide publique au développement des collectivités territoriales : e-APD 2013 ».

## **II. Contacts**

L'équipe de la Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales est à la disposition des collectivités territoriales et de leurs groupements pour apporter son concours à la réussite de cette opération.


Pour toute demande d'information, elles peuvent prendre l'attache de :

Maurille Bérou, chargée de mission auprès du Délégué pour l'action extérieure des collectivités territoriales

[maurille.berou@diplomatie.gouv.fr](mailto:maurille.berou@diplomatie.gouv.fr)

Vous voudrez bien porter la présente circulaire à la connaissance de toutes les collectivités territoriales et de tous les EPCI, de votre ressort territorial, menant des coopérations décentralisées y compris tous les jumelages, même européens, et les coopérations menées dans le cadre de la loi Oudin-Santini.

Le Secrétaire général de la Commission nationale de la coopération décentralisée



Jean Michel DESPAX  
Délégué pour l'action extérieure des collectivités territoriales

Affaire suivie par Maurille Bérou – [maurille.berou@diplomatie.gouv.fr](mailto:maurille.berou@diplomatie.gouv.fr)  
27, rue de la Convention CS 91533 75732 Paris Cedex 15  
Tél. : 01 43 17 62 71 – Télécopie : 01 43 17 63 67